



LE CERCLE ▾

Pour en finir une fois pour toutes avec l'Etat-balourd

CHRONIQUE - Les Français veulent plus de services publics et moins d'impôts. Pour résoudre ce paradoxe, l'Etat doit économiser davantage et privatiser plus qu'aujourd'hui. Il n'en prend pas le chemin.

[Le Cercle](#)[Sommaire](#)[En direct](#)[Le Journal](#)[Newsletters](#)



Dans quelques jours prendra fin **le grand débat national**. Or, les premières remontées font apparaître un paradoxe très français : les Français veulent plus de prestations sociales et de services, « et en même temps », moins d'impôts.

Pour réussir cette quadrature du cercle, deux voies mériteraient d'être empruntées avec plus d'ardeur par le gouvernement, à l'issue du grand débat : les économies, et les privatisations.

Suppression du Cese

Les économies, d'abord. **Les rapports de la Cour des comptes** ont beau donner chaque année le détail des dépenses publiques inutiles ou excessives, rien n'y fait. Peut-on citer, depuis un demi-siècle, la suppression d'organismes publics significatifs ? Prenons justement l'exemple du grand débat national. Au moins deux institutions auraient pu ou dû le prendre en charge : le Conseil économique, social et environnemental, ses 42 millions d'euros de budget et ses 233 membres, restés sur le banc de touche ; et la Commission nationale du débat public, ses 8 millions d'euros de budget et sa présidente récalcitrante et capricieuse au salaire annuel de 176.000 euros.

OPINION. Faisons du Cese une véritable chambre citoyenne

La suppression du Cese et de la CNDP ferait faire à l'Etat une économie annuelle de 50 millions d'euros. Une paille ? En capitalisant à l'infini cette somme au taux de 3 %, ce sont pas moins de 1,7 milliard d'euros de valeur que l'Etat décide d'engloutir dans ces organisations inutiles.

Culture du rabot

Ces exemples ne sont que deux gouttes d'eau emblématiques des efforts d'économies que l'Etat doit





restructurations d'entreprise le démontrent : il vaut mieux fermer des divisions et activités non « rentables », faire des choix de priorités, plutôt que de tout faire mal et de s'enfermer dans **une culture du rabot** indéterminé, laissant en place les foyers de pertes.

Privatisations trop timides

La seconde voie que doit prendre l'Etat pour à la fois baisser les impôts et améliorer la qualité des services rendus à la population est celle des privatisations. L'Etat fait, là aussi, preuve d'une étrange timidité. Alors que les pouvoirs publics semblent tergiverser sur un tout petit nombre de privatisations d'entreprise, c'est à une véritable revue de portefeuille qu'il doit se livrer aujourd'hui, comme tout bon gestionnaire d'actifs. Au risque de provoquer un débat enfoui dans les tabous et impensés de la culture économique et administrative française : la SNCF et la RATP sont-elles des entreprises de transports véritablement stratégiques ? Vingt ans après la création de l'euro, toutes les missions de la Banque de France, au budget et au parc immobilier pharaoniques, sont-elles stratégiques ? Quid des innombrables activités de la Caisse des Dépôts ? Les participations de la BPI voire celle de l'APE sont-elles pilotées avec une vision stratégique ou seulement financière ? Les 2,5 milliards d'euros de budget de France Télévisions, aux chaînes si éloignées des publics jeunes et actifs, ont-ils contribué à la bonne information des Français, notamment sur le numérique lors des épisodes insurrectionnels des « gilets jaunes » ?

Bras ballants

La vitesse de mutation de nos économies et de nos sociétés ne va faire que s'accroître, notamment du fait des progrès exponentiels des nouvelles technologies numériques. Est-ce une raison pour que l'Etat reste les bras ballants, comme il le fait aujourd'hui, incapable de choisir une vraie politique industrielle autre que la préservation des emplois d'hier ?

Budget 2019 : une politique du « rabot » largement critiquée par les économistes

[Sommaire](#)[En direct](#)[Le Journal](#)[Newsletters](#)



partenariats public-privé ou l'Etat conserverait une préeminence sous forme de droits de gouvernance spécifiques sur lesquels l'Europe de Bruxelles n'aura pas son mot à dire puisqu'il s'agit de notre souveraineté. Mais tout le reste, par souci d'efficacité et de responsabilité, mérite d'être privatisé, ou confié à l'échelon local et régional.

Priorités stratégiques

Les produits des privatisations auront alors trois destinations : (i) le financement de ces priorités stratégiques ; (ii) le renforcement des infrastructures locales et de proximité, de plus en plus défaillantes (routes, ponts, postes, services) ; (iii) la baisse du niveau de dépenses publiques et donc des impôts.

L'Etat-providence n'existe plus depuis longtemps. L'Etat-balourd a géré avec une difficulté inouïe les pulsions insurrectionnelles de quelques dizaines de milliers de « gilets jaunes » si peu organisés. L'Etat-impuissance ne survivra pas aux mutations du XXI^e siècle sans cet aggiornamento.

**TRIBUNE**

Les Gafam dans la banque : et si on arrêtait de crier au loup ?

LE CERCLE – Bientôt « disruptée » la banque, comme l'ont été la distribution ou l'hôtellerie ? Pas si vite. La réglementation et la sécurité attachées à cette activité la protègent encore fortement. Les explications de Guillaume Bourdon, cofondateur de Quinten.



Sommaire



En direct



Le Journal



Newsletters

